

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Après FranceTélécom ils veulent aussi tuer la poste début 2010

- Social - Services publics -

Date de mise en ligne : samedi 3 octobre 2009

Démocratie & Socialisme

La Poste devrait devenir une société anonyme dès le 1er janvier 2010 et augmenter dans la foulée son capital de 2,7 milliards d'euros, dont 1,5 milliard proviendra de la Caisse des dépôts et consignations. C'est Luc Chatel, secrétaire d'État à l'Industrie, qui l'a officialisé : « Le changement de statut doit permettre l'arrivée de la Caisse des dépôts ».

L'État actionnaire a « décidé de prendre ses responsabilités » : insistant sur les « mutations majeures » auxquelles l'entreprise est confrontée avec la montée en puissance d'internet, le recul d'environ 6 % des volumes de courrier, ils changent le statut sous le faux prétexte d'un besoin de financement.

Dans sa nouvelle forme juridique, La Poste est censée rester une entreprise publique mais le projet de loi précise que « son capital est détenu par l'État ou d'autres personnes morales appartenant au secteur public, à l'exception de la part du capital pouvant être détenue au titre de l'actionnariat des personnels ».

Demain, ils feront comme ailleurs, ils privatiseront au forcing. Ce sont des menteurs : souvenons nous que Sarkozy avait juré solennellement de ne pas privatiser EDF...

Le changement de statut de La Poste en société anonyme s'inscrit dans le cadre d'un projet de loi transposant la directive européenne d'ouverture à la concurrence du marché postal le 1er janvier 2011. Mobilisés depuis de longs mois contre ce changement de statut, les six principaux syndicats (CGT, SUD, CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC) ont immédiatement réagi à ce projet en appelant à une intersyndicale. La CGT dénonce un « passage en force par la procédure d'urgence ».

Le comité national « contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et pour un référendum sur le service public postal » soutient les appels à la grève le 22 septembre, et la mise en place d'une « votation » partout dans les mairies le 3 octobre, pour arracher un référendum citoyen capable de stopper cette catastrophe annoncée.

Les privatisations, c'est du vol, ça ne marche pas, les salariés comme les usagers y perdent : Ils disaient pour France Télécom, déjà, qu'il fallait de la concurrence « pour faire baisser les prix ». Pourtant jamais le prix du téléphone n'a été aussi cher, jamais il n'y a eu de telles arnaques dans les formules d'abonnement portables, fixe, internet, télévision, etc... Les actionnaires sont sans foi ni loi, ils profitent et se moquent des usagers : ils font jusqu'à 12 fois la culbute pour la facturation des SMS, même les observateurs européens, même la justice n'arrivent pas à empêcher les trois et bientôt quatre opérateurs de s'entendre illégalement et de piller les consommateurs.

Les services du public étaient bien moins chers que les services du privé, la preuve est faite. Et les salariés trinquent : stress, restructurations, bas salaires, suppression de postes, suicides, chaque privatisation c'est autant de reculs sociaux aux effets désastreux. Exigeons dans l'unité de toute la gauche, avec tous les syndicats, la renationalisation de France Télécom et le maintien du statut de la Poste comme service public.